

Net Cacao. Le tribunal accorde un sursis à la chocolaterie de Saint-Menet afin de passer à la loupe les dernières propositions de financement.

Huit jours pour sauver une entreprise de haut niveau

■ Une semaine de plus. C'est le sursis qui a été accordé aux salariés de la chocolaterie de Saint-Menet, le temps pour le tribunal d'examiner en détail le projet du plan IID 2011-2013, financier potentiel pour la réactivation de l'entreprise. Juste de quoi souffler, avant la décision finale du tribunal qui devrait intervenir le 13 avril. Une attente de plus pour des salariés, un peu fatigués de ces virées successives devant la justice, sans réponse claire. Après des promesses d'investisseurs non tenues, n'ayant même pas la décence de se présenter au jour et à l'heure dite, devant le tribunal. Simples comptes d'apothicaires, sans considération pour les espérances et la vie de 188 salariés et de leurs familles.

Les salariés aux marches du palais

« Nous espérons, souligne Norbert Sanchez, délégué CGT des salariés de l'entreprise, que ce temps sera mis à profit pour étudier en profondeur l'ensemble des nouvelles propositions déposées sur le bureau des juges. » Mais dès huit heures, plus de cinquante salariés de Net Cacao étaient devant la porte, en attente d'une décision. Reçu peu après 9 heures, Norbert Sanchez ne devait res-

sortir de cette première audience qu'en milieu de matinée. Étonné que Philippe Masson, le financeur potentiel, n'ait pas été entendu en même temps que les salariés. Première impression du

délégué syndical, celle « *d'avoir été quand même compris par le tribunal, qui a posé des questions pertinentes* ».

Avec ce sentiment que la constance des salariés, leur atta-

chement à leur outil de travail, leurs efforts pour sauvegarder l'emploi, commençaient à porter leurs fruits.

Ce fond de roulement indispensable

Peu après, Philippe Masson était reçu à son tour, assurant que sa présence et que son plan n'avait d'autre objet que de « *sauvegarder les emplois existants. Je suis effectivement candidat au sauvetage de Net Cacao* », déclarait cet expert comptable à la retraite qui a consacré sa carrière professionnelle « *à conseiller les petites et moyennes entreprises. Le dossier que nous ont fourni les salariés nous a paru intéressant et nous sommes prêts à fournir 6 millions d'euros pour relancer l'activité.* » Pas tout à fait le compte des salariés et de leur direction qui estiment à 10 millions d'euros nécessaires à un fond de roulement harmonieux. « *La clientèle est toujours là et les carnets de commandes aussi.* »

Qui pourrait donc comprendre que le sort des salariés soit ainsi passé en pertes et profits dans une région dont le tissu des PME constitue le principal moteur économique ?

Du financeur au soutien populaire

■ Le projet de IID de financement de Net Cacao prévoit quelques réorientations de l'activité de l'entreprise, en focalisant notamment « *les ressources financières sur l'activité à plus forte valeur ajoutée de la société, c'est-à-dire les produits à destination des consommateurs finaux* ». Pour Philippe Masson, son directeur, « *ce dossier ne se limite pas uniquement à un apport d'argent, mais nécessite une étude sérieuse des marchés porteurs de l'entreprise. C'est à ces conditions que nous sommes prêts à apporter les 6 millions d'euros nécessaires au fonctionnement de la fabrique de Saint-Menet et au rétablissement de son équilibre.* » Philippe Masson, expert comptable de métier, affirme avoir passé l'ensemble de sa carrière « *à aider à sauvegarder les petites et moyennes entreprises. Nous intervenons ici dans le cadre de ce que l'on peut appeler un capitalisme familial* ». Pour les salariés de la chocolaterie, ce projet de financement vient à

point nommé pour que la période d'observation à laquelle le tribunal avait au préalable soumis l'entreprise, aille jusqu'à son terme. « *Avant hier, les responsables de Casino, en apprenant que des solutions nouvelles existaient, nous ont renouvelé leur confiance* », dit Norbert Sanchez. Les salariés, qui n'attendent que de voir leur entreprise repartir sur des bases saines, ont accueilli avec intérêt le projet de IID. Il a été présenté hier après midi en assemblée général. Ils espèrent aussi un engagement plus soutenu des pouvoirs publics et des autorités régionales. Seuls le syndicat CGT et les partis de gauche ont fait à cet égard preuve d'une belle constance. Les 5 semaines de répit qu'attendent les salariés au-delà du 13 avril pourraient être mises à profit pour affiner le projet du financeur potentiel et renforcer le soutien populaire récolté par les associations de défense des salariés de Net Cacao.

G.I.

GÉRARD LANUX